

La sécurité des piscines privées



Trop d'enfants
sont victimes, dans
les piscines privées,
d'accidents aux consé-
quences souvent
dramatiques

les obligations
des propriétaires



des conseils
de prévention
et de prudence

Quelles piscines sont concernées ?

La sécurité des piscines a fait l'objet de la loi n° 2003-9 du 3 janvier 2003 (Journal officiel du 4 janvier 2003) et de deux décrets n°2003-1389 du 31 décembre 2003 (JO du 31 décembre 2003) et n°2004-499 du 7 juin 2004 (JO du 8 juin 2004).

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les piscines privées nouvellement construites, à usage individuel ou collectif, doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité.

Depuis le 1^{er} mai 2004, les piscines existantes des habitations données en location saisonnière sont également soumises à cette obligation.

Le 1^{er} janvier 2006, toutes les autres piscines existantes devront être équipées.



Sont concernées

- ▶ les piscines privées à usage individuel ou collectif de plein air, dont le bassin est enterré ou semi-enterré :
 - piscines familiales ou réservées à des résidents,
 - les piscines des villages de vacances, des hôtels, des locations de vacances, des campings, etc..

Ne sont pas concernées

- ▶ les piscines situées dans un bâtiment,
- ▶ les piscines posées sur le sol, gonflables ou démontables,
- ▶ les "établissements de natation" qui sont d'accès payant et qui font l'objet d'une surveillance par un maître sauveteur.

Les exigences de sécurité

Les propriétaires de piscine doivent installer un des quatre dispositifs prévus par le décret n° 2004-499, ces dispositifs devant répondre aux exigences de sécurité suivantes :

► Barrières de protection

Les barrières de protection doivent être réalisées, construites ou installées de manière à empêcher le passage d'enfants de moins de cinq ans sans l'aide d'un adulte, à résister aux actions d'un enfant de moins de cinq ans, notamment en ce qui concerne le système de verrouillage de l'accès, et à ne pas provoquer de blessure.

► Couvertures

Les couvertures doivent être réalisées, construites ou installées de façon à empêcher l'immersion involontaire d'enfants de moins de cinq ans. Elles doivent également résister au franchissement d'une personne adulte et ne pas provoquer de blessure.



Situation de non-conformité

La bâche couvrant le bassin n'est pas solidement installée et dangereuse.

► Abris

Les abris doivent être réalisés, construits ou installés de manière à ne pas provoquer de blessure et être tels que le bassin de la piscine, lorsqu'il est fermé, est inaccessible aux enfants de moins de cinq ans.



Situation de non-conformité

Le système d'alarme se déclenche inutilement.

► Alarmes

Les alarmes doivent être réalisées, construites ou installées de manière que toutes les commandes d'activation et de désactivation ne doivent pas pouvoir être utilisées par des enfants de moins de cinq ans. Les systèmes de détection doivent disposer d'une sirène et ne pas se déclencher inutilement.

Un des moyens pour les propriétaires de s'assurer que les matériels qu'ils vont devoir acquérir ou faire installer respectent ces exigences est de vérifier qu'ils sont conformes aux quatre normes homologuées à ce jour.

C'est au fabricant du dispositif de garantir que son produit est conforme à une de ces normes. L'acquéreur d'un dispositif doit pouvoir obtenir cette preuve auprès du vendeur ou de l'installateur. Les normes sont disponibles auprès de l'Afnor. Vous pouvez les acheter ou les consulter dans les délégations régionales.

Les 4 normes homologuées

- ▶ **barrières**
(norme NF P90-306)
- ▶ **couvertures**
(norme NF P90-308)
- ▶ **abri**
(norme NF P 90-309)
- ▶ **alarmes**
(norme NF P90-307)



Signe de danger

Le bassin n'est pas protégé :
la barrière est trop basse.

Attestation de conformité

Piscines ayant un dispositif de sécurité installé avant le 8 juin 2004

Les propriétaires de piscines ayant installé un dispositif de sécurité avant le 8 juin 2004 peuvent faire **attester la conformité** de leur installation aux exigences de sécurité, par :

- ▶ un fabricant,
- ▶ un vendeur ou un installateur de dispositifs de sécurité, ou
- ▶ un contrôleur technique agréé par l'Etat (la liste est consultable sur : www.construction.equipement.gouv.fr ou peut être obtenue auprès des directions départementales de l'Équipement).

Les propriétaires peuvent aussi, sous leur propre responsabilité, attester eux-mêmes de cette conformité par **un document accompagné des justificatifs techniques** qui leur ont permis de faire la vérification (annexe au décret n°2004-499 du 7 juin 2004).

Garantie de conformité
Assurez-vous de la conformité de votre installation par une attestation écrite.



Que faire pour s'assurer de la conformité ?

Pour les piscines existantes

► S'il est constaté que le dispositif n'est pas conforme aux exigences, le propriétaire doit **réaliser les travaux nécessaires** ou **acquérir un nouveau dispositif**.



Signe de non-conformité
L'abri permet l'accès aux enfants ;
il est dangereux.



**Réalisez des travaux pour rendre
votre piscine conforme**

Assurez-vous de l'installation
d'un des 4 dispositifs de sécurité.

Pour les piscines en construction

► Pour les nouvelles piscines, lorsque vous faites appel à un constructeur ou à un installateur, ce dernier doit vous remettre, au plus tard à la date de réception de la piscine, **une note technique** :

- qui indique les caractéristiques, les conditions de fonctionnement et d'entretien du dispositif de sécurité retenu,
- qui vous informe sur les risques de noyade, sur les mesures générales de prévention à prendre et sur les recommandations attachées à l'utilisation du dispositif de sécurité.

En cas de non application de la loi, des sanctions pénales sont prévues.

Quelques conseils de prévention

Un enfant peut se noyer en moins de 3 minutes dans 20 cm d'eau sans un bruit.

Désignez toujours un adulte responsable de la surveillance



Surveillez vos enfants activement

La présence d'un adulte n'implique pas forcément la sécurité. Il faut sa surveillance constante pour assurer la sécurité des baigneurs.

Rappel des conseils de prévention

- ▶ **Ne jamais laisser un jeune enfant accéder seul à une piscine,** ni l'y laisser seul ou le quitter des yeux, même quelques instants.
- ▶ **Exercer une surveillance constante et active.** Un dispositif de sécurité ne remplace en aucun cas **la vigilance des adultes responsables,** qui doivent lire et connaître les consignes de sécurité propres à chaque dispositif de sécurité. Ceux-ci n'assurent la protection des jeunes enfants qu'en position verrouillée (pour les barrières, les couvertures et les abris) ou en état de fonctionnement normal (pour les alarmes).

- ▶ **Equiper les jeunes enfants,** lors de la baignade et autour de la piscine, **de bouée adaptée, de brassards ou de maillot flotteur.**
- ▶ **Apprendre aux enfants à nager dès l'âge de 4 ans,** leur faire prendre conscience du danger.
- ▶ **Disposer à côté de la piscine certains équipements** en cas de nécessité d'intervention (perche, bouée, téléphone avec les numéros d'urgence).



Familiarisez vos enfants avec l'eau dès leur plus jeune âge

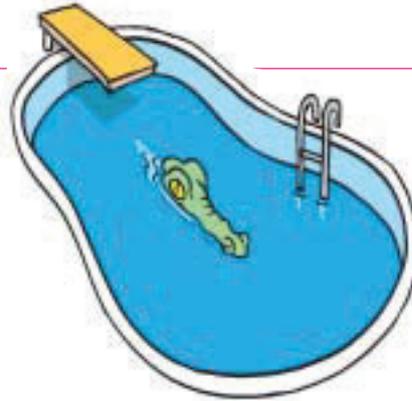
Se familiariser avec l'eau et apprendre à nager donnent à l'enfant des atouts indispensables pour diminuer les risques de noyade.



Prévoyez systématiquement des dispositifs de flottement les jeunes enfants doivent être équipés de bracelets ou maillots permettant de flotter. Veillez à ce qu'aucun enfant ne s'approche du bassin sans ce dispositif.

► Se former aux gestes qui sauvent

► Après la baignade, sortir les objets flottants de l'eau (jouets, objets gonflables) et réactiver le dispositif de sécurité.



Sortez systématiquement tout objet de la piscine à usage familial Assurez vous qu'il n'y a plus aucun objet dans le bassin après chaque baignade.



Ne quittez pas une piscine familiale avant d'avoir remis les dispositifs de sécurité. Mettez la barrière, la bâche ou l'abri pour rendre le bassin inaccessible aux enfants.

Adresses et contacts utiles

Informations générales et réglementaires

sites et adresse

www.logement.gouv.fr

www.cohesionsociale.gouv.fr

Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement
Direction générale de l'urbanisme de l'habitat et de la construction
Arche de la Défense Paroi Sud
92055 La Défense cedex

ou

Directions départementales de l'équipement (DDE)

Ce guide a été élaboré par :
le Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Informations techniques et professionnelles

site et adresse de l'Afnor :

www.afnor.fr

Association française de normalisation

11, avenue Francis de Pressencé

93 571 Saint-Denis La Plaine

Cedex

ou

Délégations régionales de l'Afnor

